

*Initiatives ministérielles*

diplômés de nos établissements postsecondaires si on veut que le Canada soit économiquement viable.

Le gouvernement fédéral ne semble pas se rendre compte que nous sommes en plein débat sur l'unité nationale et que l'un des facteurs d'unité au Canada, ce sont nos programmes sociaux, tels les soins de santé, le Régime d'assistance publique du Canada et le soutien du revenu, et que ces programmes dépendent de l'autorité du gouvernement fédéral. C'est là un des points qui nous distinguent des Américains.

Les États-Unis constituent principalement un amalgame d'États ayant des programmes variés qui ne reviennent pas de droit aux citoyens américains. C'est ainsi, bien sûr, que, d'un bout à l'autre des États-Unis, beaucoup d'Américains ne bénéficient d'aucune assurance-maladie. Les Américains se penchent de plus en plus sur le modèle canadien en vue de se doter eux-mêmes d'un régime national universel de soins de santé. L'ironie du sort, c'est que pendant ce temps-là, le gouvernement fédéral essaie de se défaire de ses responsabilités en se retirant de plus en plus du financement des soins de santé et de son leadership à cet égard.

Il y a d'autres domaines dans lesquels le gouvernement fédéral réduit ses paiements de péréquation ou de transfert aux provinces. Il ne s'agit pas toujours de programmes imposants, mais cela a toujours des conséquences importantes pour chacune des provinces. La réduction des contributions fédérales coûte cher à la Colombie-Britannique à l'égard du programme de stabilisation du revenu agricole, de l'assurance-récolte, du développement économique, du reboisement, du maintien de l'ordre, du logement social et des établissements correctionnels. Le coût du transfert des responsabilités fédérales aux provinces s'élève cette année à 100 millions de dollars.

Ce que l'actuel gouvernement fédéral essaie systématiquement de faire, c'est de prétendre qu'il n'est pas responsable des programmes sociaux, des services aux Canadiens de tout le pays. Il va simplement se décharger de ses responsabilités sur les provinces.

À n'importe quel moment de notre histoire, cela serait regrettable. Aujourd'hui, au moment même où nous débattons d'unité et où nous nous efforçons d'empêcher l'éclatement de notre pays, c'est non seulement regrettable, mais franchement malveillant et presque criminel. En effet, pourquoi les Canadiens tiendraient-ils à sauver la fédération si le gouvernement fédéral peut se défaire unilatéralement de ses obligations financières et de son leadership?

Évidemment, les députés ministériels prétendent ne pas avoir eu le choix, compte tenu de la dette et du

déficit. Je voudrais bien qu'ils réfléchissent à certains faits concernant la dette et le déficit. Les conservateurs sont au pouvoir depuis plus de huit ans et s'ils n'ont pas su régler en huit ans le problème de la dette et du déficit, ils n'auront certes pas le culot de demander aux Canadiens de leur donner quatre ou cinq autres années pour y arriver.

Lorsqu'ils ont pris le pouvoir, la dette tournait autour de 150 à 160 milliards de dollars. Elle dépasse nettement aujourd'hui les 425 milliards de dollars. Le gouvernement veut nous faire accroire que la dette et le déficit sont imputables aux dépenses de programmes. Ce n'est tout simplement pas vrai. Les dépenses de programmes représentent 9 p. 100 environ de la dette. La principale cause de la dette réside dans la politique de taux d'intérêt élevés que le gouvernement s'entête à appliquer.

• (1320)

Même au cours des dernières semaines, le gouvernement a invoqué toutes les excuses possibles pour justifier une nouvelle hausse des taux d'intérêt dans notre pays. Cela nuit à sa capacité de rembourser la dette. Si les taux d'intérêt avaient été en moyenne de 4 p. 100 moins élevés, il en aurait résulté une économie de 16 milliards de dollars sur un montant de 400 milliards, ce qui aurait grandement aidé à réduire le déficit que nous connaissons maintenant.

Le gouvernement semble dire qu'il n'a pas le choix. Évidemment, si les taux d'intérêt chutent, le dollar canadien chute également. C'est vrai. Je suis d'accord.

Je viens cependant d'une province qui serait très heureuse de voir le dollar descendre à 80c. Nous sommes une province exportatrice. Nous serions très heureux d'avoir une industrie du bois d'oeuvre florissante grâce à un dollar affaibli. Nos exportations seraient beaucoup plus compétitives sur les marchés asiatique et américain.

Les concessions fiscales que le gouvernement accorde aux riches et aux sociétés contribuent aussi grandement à l'accumulation de la dette, mais le gouvernement persiste à les maintenir. Il faut savoir que la part des impôts des sociétés a diminué constamment au cours des dernières années. Les sociétés payaient autrefois environ 50 p. 100 des recettes fiscales. La part qu'elles versent ne représente plus maintenant qu'environ 20 p. 100 des recettes totales.

Les riches peuvent se prévaloir de plus en plus d'échappatoires fiscales. L'exonération des gains en capital de 100 000 \$ coûte 2,5 milliards de dollars par année au gouvernement fédéral, au détriment des provinces. La plus grande partie de ces recettes fiscales perdues profite à ceux qui gagnent plus de 100 000 \$ par année, soit les contribuables à revenu très élevé.